

# Ligne à grande vitesse : le financement aux forceps

**CONSEIL D'AGGLOMÉRATION** Martine Lignières-Cassou a eu du mal à convaincre de voter 21 millions d'euros pour une ligne Tours-Bordeaux qui ne garantit pas la desserte de Pau.

C'est une couleuvre difficile à avaler », « pire, c'est un chèque en blanc », « il faut éviter de nous faire balader »... Les arguments n'ont pas manqué, hier soir en conseil communautaire, pour dénoncer le vote de 21 millions d'euros que l'agglo a décidé d'octroyer pour financer la Ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux.

Rien ne dit en effet que Réseau ferré de France choisira un jour de créer une desserte

**«La desserte LGV de notre territoire est une nécessité vitale et nous nous devons de prendre nos responsabilités».**

Martine Lignières-Cassou

depuis la capitale de l'Aquitaine en direction du Béarn. Six représentants de l'agglomération ont voté contre, dix-sept se sont abstenus. Trente-trois ont donné leur accord après de longs débats.

Pour ne pas retarder ce projet, Martine Lignières-Cassou a même dû parfois monter le ton. Voir couvrir la voix d'opposants comme celle du communiste Olivier Dartigolles.

« La participation financière de la communauté d'agglomération est importante, 21 millions d'euros valeur 2008 », a-t-elle cependant reconnu. « Mais la desserte LGV de notre territoire est une nécessité vitale et nous nous devons de prendre nos responsabilités. »

**« Gagner une heure entre Pau et Paris »**

Argument de poids pour la présidente de l'agglo : faire gagner une heure entre Pau et



De nombreux membres de l'agglomération ont demandé que le financement de la LGV par l'agglo soit assorti de garanties pour la desserte paloise. © ARCHIVES PP



**Monique Sémavoine a demandé que la délibération soit retirée.**

© ARCHIVES PP

Paris. Et précisions maintes fois répétées : « nous n'avons rien cédé. Nous restons mobilisés pour obtenir la desserte LGV du



**Pour défendre le projet, Martine Lignières-Cassou a dû hausser le ton.** © ARCHIVES PP

Béarn et de la Bigorre. Je ne proposerai pas à la Communauté d'agglomération l'adoption de tout protocole de finance-

ment de la LGV Bordeaux Hendaye tant que nous n'aurons pas obtenu des garanties fermes sur la desserte du Béarn et de la Bigorre. »

**Même Ségolène Royal a dit non**

Même l'intervention choc de Monique Sémavoine n'a pas fait plier la présidente de l'agglo. La maire de Mazères-Lezons est pourtant longuement intervenue pour relever que la région Poitou-Charente avait finalement émis des réserves sur le financement de cette ligne entre Poitiers et Limoges. « Cette région conditionne son aide à une voie répondant à ses attentes. Quant au conseil général des Landes, il n'a toujours pas délibéré ». Mais sa demande de retirer la délibération, voire d'interrompre la séance, n'a pas été suivie.

Les écologistes ont également dénoncé ce vote. Nul doute que ce dernier est loin de mettre un terme au débat.

■ BÉNÉDICTE MALLET

» ZOOM

## Déficit de l'aéroport : vive inquiétude

1,2 million d'euros de déficit exceptionnel pour 2010, 300 000 euros de déficit structurel et des frais de siège de 700 000 euros. « Après le financement des low costs, la facture de l'aéroport commence à être salée », a souligné Martine Lignières-Cassou, hier soir. La députée-maire a demandé un audit de gestion, un audit juridique et un audit stratégique. « Notre aéroport est un outil essentiel à la vie de notre territoire. Et je redoute que cet outil, un outil de qualité, ne soit dégradé par une gestion et des choix économiques erratiques du gestionnaire. Je ne le permettrai pas. »